



Chaire de recherche du Canada
en citoyenneté et gouvernance

Université 
de Montréal

ÉTAT RENTIER, GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT: LE CAS DE LA MALAYSIA

Isabelle BEAULIEU

Working Paper 06-03
www.cccg.umontreal.ca/working_paper

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
EN CITOYENNETÉ ET GOUVERNANCE
Département de science politique
Université de Montréal

Ce texte a été présenté au Symposium des jeunes sur le développement et l'inégalité mondiale du Canadian Institut of International Affairs (CIIA) / Institut canadien des affaires internationales (ICAI) à Vancouver le 8 mars 2006.

Isabelle Beaulieu

Isabelle.beaulieu@umontreal.ca

Département de science politique, Université de Montréal
et chercheure affiliée à la Chaire de recherche du Canada en citoyenneté et en gouvernance

État rentier, gouvernance et développement: le cas de la Malaysia

Introduction

État rentier, développement et stabilité politique semblent antinomiques pour plusieurs observateurs de la scène politique mondiale. Pourtant la rente et les institutions politiques peuvent s'avérer de puissants outils permettant d'assurer une gestion étatique d'une grande stabilité. Cette question est au cœur de la discussion ici présentée, discussion qui s'appuie sur le cas de la Malaysia.

Le système politique autoritaire de la Malaysia, pays rentier, affiche une stabilité remarquable. Depuis l'indépendance en 1957, un seul parti politique, *l'United Malay National Organisation* (UMNO)¹, domine le régime politique calqué sur le modèle britannique. Ce parti a remporté toutes les élections fédérales. La Constitution n'a jamais été suspendue en dehors d'une courte période de 1969 à 1971 et les militaires n'ont jamais joué de rôle politique. En 2004, l'UMNO a été reporté au pouvoir avec le meilleur score de toute son histoire². Cette victoire électorale sans équivoque semble bien plus structurelle que conjoncturelle; elle s'est en effet matérialisée malgré le départ à la retraite du premier ministre Mahathir, qui a dirigé le pays pendant vingt-deux ans, de 1981 à 2003.

Ce développement politique s'accompagne d'un développement économique tout aussi remarquable. Un mémorandum écrit en 1966 à l'attention du président américain, Lyndon Johnson, souligne:

« Malaysia has become something of an economic and political showpiece in Southeast Asia, despite the drag of its troubles with Indonesia. Its leadership is responsible and Western-oriented. » (U.S. Department of State. 1966).

¹ L'UMNO est le parti des Malais. Le pays est marqué par la diversité ethnoculturelle comme le souligne toute la littérature sur la Malaysia. Différents groupes ethnoculturels sont citoyens malaysiens, mais deux de ces groupes, les Malais et les Chinois, forment à eux seuls environ 85 pour cent de la population. Le grand parti chinois qui collabore avec l'UMNO se nomme *Malaysian Chinese Association* (MCA)

² Lors des élections de mars 2004, l'UMNO aux commandes de sa coalition a récolté 63,5 pour cent du vote exprimé et 90,8 pour cent des sièges à l'assemblée législative (Welsh. 2004 : 154).

La Malaysia est souvent perçue comme un exemple à suivre³. Emportée dans la tourmente de la crise asiatique de 1997-1998, la Malaysia n'a pas eu, contrairement à plusieurs de ses voisins, à faire appel à l'aide du Fonds monétaire international. Elle a même retrouvé rapidement le chemin de la croissance.

La stabilité du système politique et le développement économique ne sont pas assurés dans le cas malaysien, ni par les mécanismes de la démocratie libérale, ni par la coopération consociative, ni par des traits culturels mais par l'État rentier et ses institutions. Grâce à la rente et à ses institutions, la Malaysia a pu poursuivre avec succès des politiques de développement ambitieuses, éviter l'endettement, développer ses infrastructures, et livrer des services publics de qualité. Pays né de la décolonisation, exportateur de matières premières depuis le 19^e siècle, puis de pétrole et maintenant de produits manufacturés à faible valeur ajoutée, la Malaysia fait figure de champion de la réussite économique, derrière Taiwan, la Corée, ou Singapour.

Pour analyser l'État rentier malaysien, ses institutions et les impacts sur la gouvernance du pays, un découpage historique marqué par les trois grandes crises politiques s'impose. Ces crises politiques, survenue en 1969, 1987 et 1998, auraient du ébranler le pays. Mais il n'en fut rien; ces épisodes de désordre social n'ont été que passagers et la structure du système politique est demeurée inchangée. Deux facteurs déterminants et interreliés marquent toutes ces années : les institutions politiques et l'économie rentière. C'est précisément l'interaction constante entre ces deux dimensions qui a renforcé le pouvoir des élites coalisées; et figé le paysage politique dans sa résistance au changement.

³ Shamsul A.B. écrivait récemment :

« Malaysia is also perceived as 'a success story' of modernization by countries of the South, many of whom are Muslim countries, for successfully combining economic growth and political stability, not only within its majority Malay-Muslim population but also between the Muslims and Non-Muslims... Malaysia has recently played a central role in the reshaping of the Organization of Islamic Countries (OIC), which has 57 member countries, by slowly shifting its orientation from a highly political to a more socio-economic one. It is inevitable, therefore, with all these 'positive attributes' many countries of the South have proclaimed that Malaysia is a 'model' to be emulated » (2005 :1).

La gouvernance dans un système non démocratique

L'idée d'un certain sens de l'histoire en marche vers la démocratie libérale – seule forme d'organisation politique pouvant générer stabilité et prospérité – imprègne la plupart des discours politiques et de nombreux travaux de science politique. Peu d'études sur le développement politique explorent la question de la persistance de systèmes politiques autoritaires, si ce n'est que pour en souligner le caractère inévitablement instable ou transitoire (Huntington. 1996; O'Donnell, Schmitter et Whitehead. 1986). Sans remettre en question la relation entre démocratie et stabilité, des auteurs soulignent aujourd'hui que la stabilité peut découler d'autres facteurs (Carothers 2002; Camau et Geissier. 2003). La stabilité des systèmes politiques autoritaires peut reposer sur le caractère rentier de l'économie et la configuration des institutions du pays.

Les États rentiers induisent une gouvernance qui les singularise. Ils puisent la majeure partie de leurs revenus à l'étranger, sous forme de rentes. Les dépenses publiques représentent une part importante de l'économie nationale de ces États qui sont redistributeurs et non pas extracteurs de ressources. Les États rentiers sont réputés autonomes et peu dépendants de la société dont ils sont issus, parce que leurs revenus, abondants, ne proviennent pas de la taxation de la population mais des exportations de leurs ressources naturelles sur le marché international. La gouvernance en est directement affectée; ces États sont moins sollicités pour davantage de transparence ou de représentation. Beaucoup d'études prédisent de graves lacunes dans la construction institutionnelle et les stratégies de développement de ce type de d'État. Toutefois, un gouvernement peut utiliser la rente pour financer et consolider ses institutions étatiques – autant ses politiques sociales et économiques que son appareil coercitif – comme dans le cas malaysien.

La réflexion sur l'État rentier s'est développée d'abord par l'étude des pays exportateurs de pétrole (Ross. 2002; Karl. 1997; Brynen. 1992; Beblawi et Luciani. 1987). La source principale de leurs revenus – des rentes générées sur les marchés étrangers – distingue les États rentiers (Beblawi. 1990). Leurs revenus sont peu dépendants de la production domestique. Le rôle des autorités publiques n'est donc pas d'extraire des ressources de la

population. Le gouvernement de ce type d'État est un acteur important dans l'économie nationale. Il réalise des dépenses et des investissements publics substantiels. Le rôle de l'État dans le marché est considérable, par ses dépenses ou ses propriétés. Plus en amont, cette piste de recherche permet de s'intéresser aux sources du pouvoir, c'est-à-dire aux revenus qui rendent possibles les choix gouvernementaux et le financement de son appareil institutionnel, législatif et coercitif.

Le cas à l'étude : le système politique autoritaire et stable de la Malaysia

En se référant au concept de démocratie, tel que défini par Robert Dahl (1971) et largement repris dans les études portant sur le développement politique (Case. 2002), et en se basant sur les critères de la démocratie procédurale⁴, la Malaysia ne peut être qualifiée de pays démocratique. La démocratie doit réunir des composantes minimales permettant l'expression des libertés civiles et la compétition politique, donc des élections régulières, une participation effective de la population, l'accès à l'information et la liberté d'expression et d'association. En d'autres termes, au sein d'un régime politique démocratique, l'accession au pouvoir est basée sur la concurrence et la compétition, la participation des citoyens, le respect des droits et libertés et la primauté de la règle de la loi⁵. Cette définition du concept de démocratie continue de faire consensus chez nombre de chercheurs.

Plusieurs composantes du système politique malaysien ne permettent pas de le qualifier de démocratie, même procédurale. L'organisation *Freedom House*, dont la classification des régimes politiques de la planète est régulièrement reprise, qualifie la Malaysia de *partly free*⁶. Le système politique malaysien est autoritaire. Les institutions ne permettent pas de

⁴ Nous utilisons ce concept, sans chercher à tester des critères plus englobants tels que l'équité ou la justice sociale. Pour une réflexion sur les limites du concept de démocratie procédurale, voir : Guillermo O'Donnell. 2002; Case. 2002.

⁵ Cette définition recoupe la définition minimaliste inspirée de Joseph Schumpeter et raffinée par Robert Dahl (1971). Pour Schumpeter, se qualifient comme démocratiques les systèmes politiques où les postes de pouvoir s'obtiennent « *through a competitive struggle for the people's vote* » (1942 : 269).

⁶ Pour classer les systèmes politiques, la *Freedom House* utilise une échelle de 1 à 7, 1 représentant le score le plus élevé de libertés civiles et politiques qu'un pays peut obtenir. Le Canada, la France, les Etats-Unis

compétition libre et ouverte entre les partis pour l'obtention des votes des électeurs. Une vaste panoplie de lois et règlements bâillonne les partis d'opposition. Enfreindre ces règlements expose les contrevenants à des amendes sévères ou des peines d'emprisonnement. L'État a régulièrement recours à l'emprisonnement arbitraire et à la détention sans procès, son l'appareil législatif le lui permet. Des élections sont tenues régulièrement, mais le système électoral et politique est aménagé de façon à empêcher l'opposition de les remporter.

De plus, la Constitution du pays ne reconnaît pas l'égalité des citoyens : les Malais détiennent des droits spéciaux inscrits en toute lettres dans la Constitution. Soulignons aussi que la liberté d'expression est restreinte au point d'interdire, sous peine d'emprisonnement pour acte de sédition, toute critique, voire toute discussion, au sujet de ces droits spéciaux et des dispositions constitutionnelles qui en traitent. Cette interdiction s'applique même aux parlementaires lorsqu'ils siègent en chambre. L'inégalité des citoyens interdit à un non-Malais d'aspirer au poste de premier ministre.

Les concepts d'autoritarisme et de stabilité politique

Nous utilisons les concepts d'autoritarisme et de stabilité politique dans leur acception la plus courante en science politique. Par autoritarisme nous entendons un système politique qui n'est pas démocratique, sans toutefois être totalitaire. L'espace public est limité, l'usage de la force permis et fréquemment utilisé pour le verrouiller. Le pouvoir politique reste aux mains d'un seul groupe et l'opposition ne parvient pas à y accéder, les pouvoirs de l'État sont « *concentrés dans les mains d'individus ou de groupes qui se préoccupent avant toute chose, de soustraire leur sort politique aux aléas d'un jeu concurrentiel qu'ils ne contrôlèrent pas de bout en bout* » (Hermet. 1985). Par ailleurs, la société civile existe toujours. Les termes de « semi-démocratie » ou de système « semi-autoritaire » ne sont pas

obtiennent la note de 1. La Malaysia, obtient presque toujours la note de 4,5, loin derrière les Philippines, le Sri Lanka, l'Indonésie, ou Taïwan, entre autres.

utilisés, comme le fait parfois la littérature sur la Malaysia (Case. 1993; Means. 1998) pour éviter les problèmes de conceptualisation que ces termes occasionnent⁷.

La notion de stabilité politique, quant à elle, fait référence au maintien des institutions politiques, dans un système politique qui ne change pas. Régime et système sont réputés stables quand non menacés dans leurs fondements, ce qui n'exclut pas des changements d'équipe au pouvoir. La stabilité se constate par l'absence de coup d'État, de révolution, de guérilla, d'assassinat politique ou de toutes autres menaces sérieuses aux institutions politiques d'un pays. Un système politique stable est un système dans lequel les membres de la société « *...restrict themselves to the behavior patterns that fall within the limits imposed by political role expectations* » (Ake. 1975 : 273). En contre partie, l'instabilité politique se caractérise par des changements majeurs dans la vie politique, non seulement par des coups d'État, mais par des changements fréquents et imprévisibles de gouvernements. En l'absence de tels changements, le système est qualifié de stable (Sanders. 1981).

La Malaysia est un pays stable. Sans exception depuis la décolonisation, le gouvernement fédéral a été formé par la même coalition de partis politiques, élue au suffrage universel, dominée par un parti : l'*United Malays National Organisation* (UMNO), toujours secondé par le *Malaysian Chinese Association* (MCA). La permanence de cette alliance renforce encore la stabilité du pays. Malgré la présence de partis d'opposition à chaque scrutin, cette coalition conserve les deux tiers des sièges à l'assemblée législative. Tous les processus et résultats électoraux sont prévisibles, *it's the only game in town* pourrions nous dire en paraphrasant l'école de la transitologie (Przeworski. 1991; Linz et Stepan. 1996). Le processus électoral procure à l'équipe au pouvoir une légitimité renouvelée d'autant plus que les Malaysiens votent en grand nombre. Toutefois, l'opposition existe et recueille, à chaque scrutin, entre 35 et 45 pour cent du vote populaire. Comme souvent dans un mode

⁷ Les concepts de « démocratie avec adjectifs », ou de régime « hybride », font l'objet de débats théoriques chez les comparativistes. En avril 2002, le *Journal of Democracy* consacrait un numéro spécial à cette réflexion sous le titre « *Elections Without Democracy?* ». Doit-on s'en tenir à une définition dichotomique ou tenter de définir le degré de démocratie pour classer les régimes politiques? Ce débat est recensé, entre autres, dans : Collier et Levitsky. 1997 et Collier et Adcock. 1999.

de scrutin uninominal, à un tour, la coalition victorieuse remporte une proportion de sièges plus grande que la proportion du vote exprimé en sa faveur.

Stabilité également dans la continuité du modèle de régime politique de type britannique. Le chef du gouvernement, le premier ministre, est le chef de la majorité en chambre. Les militaires et les policiers, de leur côté, assurent l'ordre sous la directive des autorités publiques et conformément à la loi; ils n'ont jamais interféré avec le pouvoir exécutif. L'autorité émane du Parlement mais s'exerce par le pouvoir exécutif.

Contrastant avec les autres caractéristiques héritées du modèle de Westminster, des pratiques autoritaires sont bien installées dans le pays. Les droits et libertés, civils et politiques, dont jouissent les citoyens sont limités; les Malaysiens savent qu'il est périlleux de contester le pouvoir politique et les institutions du pays. Les manipulations législatives visant à bâillonner toute forme d'opposition, conjuguées aux multiples amendements constitutionnels et aux nombreuses arrestations sans procès, montrent à l'évidence les limites de l'espace public et des droits de la personne. Ces pratiques sont ancrées dans les processus politiques et codifiées dans les institutions nationales depuis 1957. Le contrôle des médias, le fonctionnement du système électoral, les mécanismes du régime parlementaire, les amendements constitutionnels qui limitent la liberté d'expression même au sein des assemblées législatives, toutes ces pratiques sont autant de freins à la représentation et à l'expression démocratique des citoyens. Non seulement une victoire électorale de l'opposition est-elle impossible, mais le rôle même de l'opposition en chambre est limité de manière à l'empêcher de faire contrepoids au pouvoir exécutif.

Les courants de recherche traitant de la Malaysia

La majorité des travaux de science politique portant sur l'Asie du Sud-Est ou spécifiquement sur la Malaysia, étudient la croissance économique et les transformations sociales survenues depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le courant théorique de la

modernisation a fortement influencé l'agenda de recherche (Rodan. 2004). De nombreux travaux récents reprennent cette idée pour traiter le cas de la Malaysia (Nair. 2005)⁸.

Face à ces succès économiques ayant pris place dans des régimes non démocratiques, les théories de la modernisation, qui prédisent une transition de la « tradition » à la « modernité » politique nous semblent moins pertinentes pour expliquer les processus politiques de la région ou de la Malaysia. Parmi les rares travaux qui posent spécifiquement la question de la stabilité de la Malaysia, on trouve le courant de la démocratie consociative et celui des *Asian Values*. L'État rentier est cependant l'outil plus pertinent pour analyser les processus politiques et la gouvernance des pays exportateurs de ressources naturelles comme la Malaysia.

- *Démocratie consociative et Asian Values*

Dans la majorité des travaux sur la Malaysia, on retrouve des affirmations récurrentes qui pointent toutes vers la même idée, à savoir que la société malaysienne est divisée en trois différentes communautés ethnoculturelles et que cette caractéristique explique tout. Ces affirmations sont en concordance avec le discours officiel du gouvernement qui justifie inmanquablement ses politiques par le caractère « divisé » de la société nationale. Cette idée n'a toutefois jamais été testée parce que toute étude en ce sens est interdite par la loi du pays qui prohibe le débat ou la recherche sur les questions ethnoculturelles⁹.

Le caractère divisé de la société malaysienne est au coeur d'un premier courant de travaux qui ont analysé la stabilité malaysienne : le courant de la démocratie consociative. La

⁸ À la suite de la crise de 1997, de nombreux travaux portant sur la Malaysia ont postulé le changement imminent. Pour la vaste majorité d'entre eux, le développement des classes moyennes, ou encore l'articulation de la société civile, ne peut que provoquer la démocratisation du pays. Voir, entre autres, les titres suivants : Edmund Terence Gomez (dir) 2004. *The State of Malaysia : Ethnicity, Equity, and Reform*; Francis Loh Kok Wah et Johan Saravanamuttu. 2003. *New Politics in Malaysia*; Meredith Weiss et Saliha Hassan. 2003. *Social Movements in Malaysia : From Moral Communities to NGOs*; Vindhu Verma. 2002. *State and Civil Society in Transition*; Amitav Acharya. 1999. « Southeast Asia's Democratic Moment ».

⁹ La Constitution de Malaysia octroie un statut particulier à un groupe ethnoculturel, les *Bumiputras* ou la population dite « de souche » qui, en pratique, regroupe presque exclusivement les Malais. Les Malaysiens d'origine chinoise, indienne ou autre sont exclus. Le débat sur cette question, comme toute autre portant sur les tensions réelles ou non entre les groupes ethnoculturels du pays, est prohibé par une panoplie de lois coercitives, et même une disposition de la Constitution depuis 1971.

théorie de la démocratie consociative affirme que la stabilité du pays est assurée par un régime démocratique de type consociatif (Lijphart. 1969; 1977; 1996). Selon cette thèse, les arrangements institutionnels de la Malaysia, dont notamment la pratique du gouvernement de coalition, permettraient d'assurer la stabilité dans une société divisée. Arend Lijphart, l'auteur clé de la réflexion sur la démocratie consociative affirme: «...*the all-important consociational device of Malaysia is the Alliance, a grand coalition of the principal Malay, Chinese and Indian political parties* » (Lijphart. 1977 : 11). Il réitère son affirmation sur le type consociatif de la démocratie en Malaysia dans un article paru en 1996 (Lijphart. 1996). Plusieurs observateurs du système politique malaysien concluent également que l'on se trouve en présence d'un régime démocratique de type consociatif (Sity. 2001; Varshney. 1999; Means. 1996, 1970; Chee. 1991; Case. 1996, 1991; Zakaria. 1989; Milne. 1978; Von Vorys. 1975). L'élite politique malaysienne, dans son discours, fait aussi référence à ce concept (Abdullah Badawi. 2001).

Au-delà des débats ontologiques et méthodologiques (Bogaards. 2002; Hawkins. 2001; Andeweg. 2000; Picard. 1997; Lubeck. 1990) sur la démocratie consociative, on constate aujourd'hui que la Malaysia ne peut être qualifiée de démocratie, consociative ou non. Ce régime politique n'a même jamais réuni les composantes de base d'une démocratie consociative : un seul parti exerce son pouvoir de manière hégémonique sur la coalition à la tête du gouvernement; les autres segments de la coalition n'ont aucun droit de veto ni de proportionnalité de représentation. Il y a effectivement eu un arrangement entre les élites pour prendre le pouvoir lors du départ de la puissance coloniale britannique. Les trois grandes communautés étaient déjà constituées en segments, une seule cependant jouissait d'un veto et la représentation n'était pas proportionnelle. Le pays subissait dès 1957 l'hégémonie politique d'un groupe, les Malais, par l'entremise de leur parti politique *l'United Malay National Organisation (UMNO)*.

L'élite au pouvoir s'appuie sur un appareil d'État coercitif pour se maintenir en place. Ce cas présente une forme intéressante de pacte qui perpétue au pouvoir une oligarchie basée sur une division figée des groupes ethnoculturels, dirigée par les Malais, et qui ressemble à

une stratégie pour organiser le partage des biens, en particulier de l'État, considéré comme un enjeu et non comme un arbitre.

Posant la question de la stabilité et de l'autoritarisme, l'approche culturelle des *Asian Values* s'est développée dans les années 1990. Selon cette interprétation, les succès économiques et la stabilité politique de l'Asie du Sud-Est, et de la Malaysia, s'expliqueraient par les valeurs asiatiques. L'argument va comme suit : à l'inverse des Occidentaux, les Asiatiques valoriseraient l'ordre et le consensus davantage que la liberté; la famille et la communauté davantage que leur individualité; le progrès économique davantage que l'expression politique; l'épargne et le travail plutôt que la consommation et les loisirs (Mahbubani. 1998). Pour plusieurs, les racines de ce particularisme culturel se trouvent dans le confucianisme. Néanmoins, ce lien avec Confucius pose problème et s'applique mal aux pays peuplés très majoritairement de citoyens de confession musulmane comme l'Indonésie et la Malaysia.

Les anciens premiers ministres de Singapour et de Malaysia, Lee Kwan Yew et Mahathir, ont été les plus fervents défenseurs de la thèse des valeurs asiatiques (Milner. 1999). Malgré tout, un débat sur la question s'est engagé entre universitaires et dirigeants asiatiques¹⁰. Cette piste de recherche, bien que malmenée par la critique, continue de se développer, toujours aussi chargée d'idéologie, véhiculant un contenu très normatif et peu scientifique. La valeur heuristique a été taillée en pièces autant par la démonstration des problèmes fondamentaux à la base de cette réflexion que par des vérifications empiriques.

L'organisation de la société civile, notamment en Malaysia, vient aussi infirmer cette approche. De l'articulation de partis de gauche et des tentatives de déploiement des forces syndicales dès les années 1950, au mouvement de *Reformasi* de 1998 en passant par la mobilisation des groupes comme ABIM dans les années 1980 et la multiplication des

¹⁰ Pour une analyse détaillée de cette approche, une synthèse de son argumentation et un débat sur sa valeur heuristique, voir les travaux de : Sen 2004, 1999, 1997; Bell. 2000; Fukuyama. 1998; Mauzy. 1997; Emmerson. 1995; Kausikan. 1993.

organisations non gouvernementales dans les années 1990, toute cette activité déployée par des citoyens malaysiens démontre l'existence et l'articulation d'une volonté réelle de participer à la vie publique, d'exprimer ses désaccords avec le gouvernement et d'influencer l'agenda politique.

Les théories de l'État rentier

Afin d'analyser la stabilité d'un régime politique autoritaire comme la Malaysia, les théories de l'État rentier permettent un éclairage nouveau et pertinent. L'État rentier a pour caractéristique d'être un pays exportateur de matières premières. Les revenus de l'État réalisés grâce au commerce des matières premières excèdent les revenus générés par la taxation des individus.

Le gouvernement de cet État est un acteur important dans l'économie nationale et réalise des dépenses et des investissements publics qui touchent autant la classe d'affaires que la population en général. Cette configuration a des impacts sur la société qui exerce alors moins de pression pour plus de représentation ou de redistribution mais aussi sur la classe d'affaires qui développe une relation de dépendance avec l'État propriétaire de la rente en tout ou en partie. Les choix politiques qui seront faits par l'élite au pouvoir seront fonction de cette position avantageuse mais également seront modelés par les institutions du pays qui rendent possibles des stratégies différentes selon leur configuration. Le régime parlementaire de type britannique dans le cas malaysien, autant que l'existence d'institutions telle que la caisse nationale de retraite permettant d'accumuler de l'épargne domestique, sont des éléments clés de ce système politique.

Soulignons aussi que l'analyse des régimes politiques doit distinguer deux phénomènes engendrés par une économie de type rentier : la stabilité politique d'une part et le type de régime politique (autoritaire ou démocratique) d'autre part. La stabilité du régime est le point focal de notre réflexion.

Comme nous l'avons mentionné, les revenus générés par les ressources naturelles a un impact sur la gouvernance. Les États rentiers sont réputés autonomes et peu dépendants de

la société dont ils sont issus, parce que leurs revenus ne proviennent pas de la taxation de leur population

Le lien entre le développement de la démocratie libérale comme mode d'organisation politique et le besoin de l'État d'extraire des ressources de sa population a fait l'objet de nombreuses études dont celles de Charles Tilly (1985; 1990). L'absence de taxation, ou le faible taux de taxation, dans un pays en mesure de livrer des services publics, est un des éléments clés de la réflexion sur l'État rentier. C'est le *no taxation without representation* inversé. L'État rentier est dispensé de rendre compte de ses actes; son autonomie politique découle de son autonomie fiscale. Ses politiques de redistribution tendent à dépolitiser la population qui revendique moins de participation ou de représentation politique (Moore. 2004).

Découle de cette situation une idée corollaire qui lie État rentier et autoritarisme (Cramer et Goodhand. 2003; Lam et Wantchekon. 2002). Cette situation produirait un pouvoir politique autonome, autoritaire et instable (Karl. 1997). De plus en plus de travaux remettent toutefois en cause ces conclusions déterministes pour réintroduire les facteurs politiques de l'équation, et particulièrement les institutions, qui ne sont pas sans impact sur les États rentiers¹¹.

Plusieurs chercheurs qui se consacrent à l'étude des pays rentiers travaillent sur les impacts de la rente pétrolière, toutefois, l'État rentier peut tirer ses rentes d'autres sources. C'est l'existence et non la nature de la rente qui a un impact sur la vie politique, sociale et économique d'un pays.

Jusqu'à présent, les études ont majoritairement porté sur les impacts négatifs d'une telle situation : les freins à la croissance économique, l'instabilité politique due à des institutions

¹¹ Les analyses empiriques démontrent que tous les États rentiers ne sont pas instables et aux prises avec des institutions politiques faibles. Smith (2004 : 243) le démontre et souligne l'importance d'étudier le contexte politique et les institutions pour mieux analyser les États rentiers, il rappelle que : « *oil revenues are filtered into domestic political setting* »

faibles, et la tendance à l'autoritarisme, conséquences d'un pouvoir qui peut se tenir à distance d'une population qu'il ne taxe pas. Les gouvernements autoritaires se serviraient de la rente pour financer la répression et ainsi assurer leur longévité par la force (Wantchekon. 1999; Karl. 1997; Sachs et Warner. 1995; Shafer. 1994; Beblawi et Luciani. 1987). Dans la sphère économique, on évoque aussi le problème endémique de l'instabilité. Différents facteurs y contribueraient : les mauvaises décisions des élites dans un tel contexte économique; les problèmes causés par des demandes et des actions des classes favorisées par ce type d'économie ou encore; le « Dutch Disease » cette maladie qui affecte de myopie administrative les gouvernements momentanément trop riches (Sachs et Warner. 2001; Karl. 1997).

Cependant, les études empiriques démontrent de plus en plus que les impacts économiques et politiques de la rente varient selon la configuration institutionnelle des pays étudiés (Smith. 2002). Le caractère rentier d'un État peut favoriser le compromis et le renforcement des institutions politiques. Les choix politiques entre répartition, production, consommation et investissement peuvent être facilités par l'abondance des ressources à la disposition du gouvernement.

Cette configuration a des impacts sur la société civile, celle-ci exerce moins de pression pour plus de représentation ou de redistribution, mais aussi sur la classe d'affaires qui développe une relation de dépendance avec l'État propriétaire de la rente en tout ou en partie. Les choix politiques qui seront faits par l'élite au pouvoir seront fonction de cette position avantageuse tout en étant modelés par les institutions du pays.

- *État rentier et gouvernance*

Le rôle de redistributeur marque toute l'organisation de la vie économique et politique de ces États. Pour avoir accès à la rente, les stratégies ne sont pas nombreuses, il faut passer par les institutions de l'État. La rente induit trois tendances; une au niveau de la population, une deuxième au niveau de la classe d'affaires et finalement une troisième au niveau de l'État : la population non taxée exerce moins de pressions sur son gouvernement; l'élite

d'affaires est dépendante de l'État qui joue un rôle dominant dans l'économie nationale; et l'élite à la tête de l'État a les moyens de financer un appareil coercitif qui la sert.

Étant riches et autonomes, les États rentiers sont donc moins sensibles aux demandes qui émanent de la société, et celles-ci sont limitées. La création d'une élite dépendante de l'État sera une caractéristique importante des États rentiers; la Malaysia est, à cet égard, un cas typique. La redistribution de la rente orchestrée par les détenteurs de pouvoirs et non le marché, rend les entrepreneurs dépendants des forces politiques pour survivre.

En puisant aux théories qui ont examiné les liens entre représentation, taxation, et formation des États, on jette un nouvel éclairage sur la situation des États rentiers, ce qui permet d'étudier le cas malaysien en mettant à l'avant-scène les deux facteurs qui nous semblent déterminants : la configuration institutionnelle et les ressources de l'État.

L'articulation de l'État rentier et ses institutions politiques en Malaysia

La Malaysia est un État rentier à l'intérieur duquel la relation État-société n'est pas soumise à une tension de dépendance réciproque qui caractérise la majorité des systèmes politiques aujourd'hui. De plus, le régime politique malaysien a toujours su garder une apparente légitimité grâce à la tenue régulière d'élections; grâce à la poursuite de politiques développementalistes; et grâce à une croissance économique exemplaire.

Dans une trajectoire similaire à celle qu'avaient suivi à leur naissance les pays occidentaux, la Malaysia a dû mobiliser des ressources et développer ses institutions lors de son indépendance pour assurer sa sécurité. Sa configuration institutionnelle est liée aux trajectoires historiques et influencée par le besoin de ressources pour gérer ses problèmes de sécurité, sa cohésion sociale et son développement économique. La rente a permis de mobiliser les ressources nécessaires à l'État pour assurer son pouvoir et le développement économique du pays.

Ce qui qualifie la Malaysia comme État rentier redistributeur, outre ses revenus importants générés par les exportations de matières premières, c'est la faible proportion des ressources

de l'État provenant de la taxation des citoyens et la part importante de dépenses publiques dans le revenu national. Le rôle de l'État est davantage de redistribuer que d'extraire des revenus de sa population.

Les institutions et les activités du gouvernement ont été financées par la taxation des exportations, d'abord limitée aux ressources naturelles telles que l'étain et le caoutchouc. Après les années 1970, les exportations de pétrole viennent garnir les coffres de l'État. Même l'industrialisation du pays perpétue cette organisation rentière, on taxe les exportations et les activités industrielles certes, mais elles sont encore fortement contrôlées par des capitaux étrangers. La part des recettes non fiscales dans les revenus de l'État est toujours demeurée élevée, ainsi que la taxation des activités liées au commerce international, alors que les individus demeurent peu taxés. Cette structure de revenus se perpétue même à l'aube des années 2000 comme le démontre le tableau 1.1 qui reproduit les données publiées par le gouvernement malaysien dans le *Seventh* et le *Eighth Malaysia Plan*. Entre 1990 et 2000, la part des revenus de l'État provenant de la taxation des revenus des individus oscille entre 8,5 et 11,3 pour cent du total des revenus:

Tableau 1.1

Revenu du gouvernement fédéral malaysien, 1990-2000

	<i>Millions RM</i>			<i>En pourcentage du PNB (%)</i>		
	<i>1990</i>	<i>1995</i>	<i>2000</i>	<i>1990</i>	<i>1995</i>	<i>2000</i>
<i>Taxes directes</i>	<i>10 402</i>	<i>22 699</i>	<i>29 156</i>	<i>35,3</i>	<i>44,5</i>	<i>47,0</i>
<i>Compagnies</i>	<i>4 497</i>	<i>11 707</i>	<i>13 905</i>	<i>15,2</i>	<i>23,0</i>	<i>22,5</i>
<i>Individus</i>	<i>2 506</i>	<i>6 203</i>	<i>7 015</i>	<i>8,5</i>	<i>12,1</i>	<i>11,3</i>
<i>Pétrole</i>	<i>2 644</i>	<i>2 185</i>	<i>6 010</i>	<i>9,0</i>	<i>4,3</i>	<i>9,7</i>
<i>Autres</i>	<i>755</i>	<i>2 604</i>	<i>2 140</i>	<i>2,6</i>	<i>5,1</i>	<i>3,5</i>
<i>Taxes indirectes</i>	<i>10 842</i>	<i>18 972</i>	<i>18 017</i>	<i>36,7</i>	<i>37,2</i>	<i>29,1</i>
<i>Recettes non fiscales et autres revenus</i>	<i>8 277</i>	<i>9 281</i>	<i>14 691</i>	<i>28,0</i>	<i>18,3</i>	<i>23,9</i>
<i>Total</i>	<i>29 521</i>	<i>50 952</i>	<i>61 864</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Source : Malaysia. 1996 : 184; Malaysia. 2001 : 170

L'État rentier malaysien est un fournisseur de services publics et un investisseur de taille dans l'économie du pays. Les dépenses publiques de la Malaysia ont toujours été plus élevées que celles de la moyenne des pays en développement, et davantage encore en comparaison avec les pays asiatiques, comme le démontre le tableau 1.2 :

Tableau 1.2

Dépenses publiques en pourcentage du produit national brut

	1980	1990	1998
	%	%	%
<i>Pays africains</i>	28,46	26,25	27,64
<i>Pays d'Amérique latine</i>	16,84	15,47	16,60
<i>Pays asiatiques</i>	19,06	16,82	15,23
Malaysia	28,49	30,12	21,76¹²

Source : Fan et Rao. 2003 : 4

Les rentes n'ont pas servi à l'élite politique pour acheter directement sa légitimité : les rentes ont permis de développer une structure institutionnelle et de financer des programmes de développement ambitieux¹³. On a aussi créé une classe d'affaires dépendante de l'État.

Les politiques développementalistes de l'État malaysien l'on amené, entre autres, à investir massivement dans les infrastructures du pays, dans l'ouverture et la mise en production de terres, et dans l'éducation (Barlow. 2001), et ses politiques publiques sont financées par des budgets substantiels. La période d'investissements publics la plus faste demeure située dans les années 1970, bien que les chiffres de 1998 dans le tableau 1.2 démontrent la persistance de l'importance des dépenses publiques dans l'économie nationale.

Malgré la taille de ses dépenses publiques, le gouvernement malaysien reste peu dépendant de la taxation de sa population et ce, même au début du 21^e siècle, situation qui avantage le

¹² 1998 : année de la crise économique asiatique.

¹³ Le gouvernement a toujours investi dans les infrastructures du pays, dans le développement économique et l'éducation tout en finançant un appareil d'État et une fonction publique de taille importante (Athukorala. 2001).

gouvernement. À l'appui de cette idée, il est intéressant de souligner qu'en 1998, en pleine crise économique et politique, le gouvernement a déclaré l'année totalement *income tax free* pour tous les citoyens et résidents du pays. Peu de gouvernements peuvent se permettre de se priver totalement de l'impôt sur le revenu des individus pour une année entière.

Au-delà des différences ethniques qui engendrent la démocratie consociative ou retardent l'avènement de la démocratie libérale en Malaysia, différences qui de surcroît ont été modelées et exacerbées par les élites coloniales et post-coloniales (Lubeck. 1990), au-delà des stratégies des élites ou des masses, le système politique autoritaire est stable et se reproduit à toutes les élections parce que l'élite politique a des outils puissants : des ressources abondantes provenant d'autres sources que les revenus des citoyens, et des institutions solides. La légitimité du système est entretenue par la redistribution qui est faite de la rente et la longévité de l'équipe à la tête de l'État est liée aux institutions que le pouvoir exécutif a pu modeler à son avantage.

Les périodes historiques séparées par trois crises politiques

Pour mieux comprendre le cas malaysien, l'analyse doit se porter sur les périodes entre les crises qui ont rythmé son histoire politique en 1969, en 1987 et en 1998.

- *La mise en place de l'État rentier et ses institutions : les années 1957-1967*

Le bilan des réalisations politiques et économiques des premières années d'indépendance est impressionnant et marqué par l'institutionnalisation de la coopération des deux grands partis politiques malais et chinois (UMNO-MCA), une politique économique libérale, la mise en oeuvre de plans de développement, et une croissance exceptionnelle. L'appareil d'État a continué de s'organiser et les institutions du pays sont solides. Jusqu'en 1969, les autorités politiques et les institutions ont fait preuve d'une grande résilience. Le départ des Britanniques, la maîtrise de la guérilla communiste, l'annexion puis la séparation de Singapour n'a pas modifié la configuration du pouvoir ni les institutions du gouvernement de Malaysia. La même élite qui a négocié le départ de la puissance coloniale domine encore le pays en 1969.

Les institutions politiques du pays sont déjà dessinées de manière à octroyer un grand pouvoir aux membres de l'exécutif. Ils s'en servent pour faire adopter au Parlement les lois héritées des Britanniques qui permettent de garder l'espace public fermé, de combattre la guérilla et de limiter le droit d'association des travailleurs ou de groupes de l'opposition. Le recours aux mesures d'urgence et à l'emprisonnement arbitraire est fréquent et la menace communiste toujours invoquée pour justifier ces actions coercitives. Le système politique est autoritaire et le pays remarquablement stable.

L'économie rentière vient appuyer l'équipe au pouvoir. Ayant hérité d'un État exportateur de matières premières, le gouvernement fait le choix d'investir dans les secteurs générateurs de rentes. On favorise des politiques libérales et l'économie demeure ouverte, alors que le capital étranger domine toujours l'économie du pays. Essentiellement la Malaisie vit de ses exportations de caoutchouc. Le gouvernement perçoit ses rentes et également ses impôts auprès des compagnies, qui elles demeurent majoritairement étrangères. Les revenus de l'État sont assez importants pour lui permettre d'éviter l'endettement extérieur. Une institution importante se développe, la caisse nationale de retraite pour tous les employés du secteur privé appelée le *Employee's Provident Fund* (EPF), placée sous l'autorité du ministère des Finances (Drabble. 2000). Cette institution permet au gouvernement d'équilibrer ses budgets en contractant ses emprunts à l'interne. Cette position favorable rend possible d'éviter de taxer la population du pays, tout en livrant des services publics. Les politiques économiques des premières années d'indépendance ne viseront pas à changer cette structure. Le gouvernement fait le choix d'accélérer le développement de l'économie rentière et non pas de la transformer.

Toutefois, à la fin de cette période, plusieurs membres de l'UMNO veulent en finir avec la politique du « laissez-faire » qui ne répond pas aux attentes d'une proportion importante de la population malaise. Dans la communauté d'origine chinoise, des voix s'élèvent également pour critiquer les politiques gouvernementales. Pour plusieurs, les laissés pour compte sont trop nombreux. Ce mécontentement s'exprimera lors de l'élection de 1969. L'Alliance subira alors des pertes importantes, qui entraîneront des manifestations puis des

émeutes et finalement une déclaration de l'État d'urgence. La prochaine période historique commence donc par une crise, que le pays traverse en préservant sa stabilité. Stabilité et autoritarisme, avant 1969 comme après, sont les deux caractéristiques du système politique de la Malaysia.

- *Le déploiement de l'État rentier et ses institutions : les années 1970 – 1988*

Après la crise de 1969, le gouvernement a instauré une politique économique interventionniste, telle que le souhaitent les ultras nationalistes malais. Les émeutes de 1969, hostiles aux citoyens chinois, ont disposé la communauté chinoise à accepter une politique de discrimination positive pour les Malais. Cette politique mobilise la population malaise derrière l'UMNO qui reste ainsi bien en selle.

La restructuration de la propriété s'impose car les Malais ne participent pas à l'économie moderne qui se développe. L'économie rentière génère les fonds nécessaires, supportée maintenant par les exportations de pétrole¹⁴. Le caractère redistributeur de l'État va se déployer de manière remarquable au cours des années 1970 et 1980, pour livrer la croissance tel que planifiée par le gouvernement. Les institutions, elles, ne sont pas modifiées, simplement ajustées pour s'assurer que l'UMNO et les partenaires de sa coalition gardent la mainmise sur toute la vie politique de pays. La seconde crise politique prendra naissance dans le seul espace politique où la compétition peut s'exprimer : entre les leaders de l'UMNO.

Le pouvoir de l'État est renforcé par l'ajustement de l'appareil législatif. Les lois autoritaires d'après 1969 ne sont pas nouvelles, seulement ajustées pour s'assurer de fermer l'espace public. L'élite politique évolue dans un cadre institutionnel qui l'avantage car les bases même du régime politique – un parlementarisme à la britannique – facilitent les

¹⁴ L'économie de la Malaysia est marquée par l'expansion considérable du rôle de l'État, la création de la compagnie publique qui gère le secteur pétrolier, *Petroliam Nasional Berhad*, (PETRONAS), l'accélération de l'industrialisation, les vagues de délocalisation des firmes américaines et japonaises ainsi que par les deux chocs pétroliers et la récession économique mondiale du milieu des années 1980. Les industries du secteur primaire, en particulier le secteur pétrolier, la forêt, l'huile de palme et le caoutchouc, vont dominer les exportations du pays pendant toute la période.

interventions du gouvernement qui contrôle le Parlement. Pour justifier son autoritarisme, le discours gouvernemental ne peut plus prétexter la menace communiste; il invoque désormais la nécessité de contrôler les « éléments racistes » qui pourraient menacer l'unité du pays.

Grâce à la propagande, aux lois autoritaires et au contrôle des médias, le gouvernement réussit à imposer ses politiques. Mais également, la croissance économique remarquable lui confère une grande légitimité, et les élections, tenues régulièrement, viennent confirmer l'appui d'une majorité de citoyens au régime. L'opposition continue d'exister mais la configuration du système politique lui bloque tout accès au pouvoir.

Ces années vont se terminer par un conflit, qui justement n'émanera pas de la grogne des citoyens, entre autres parce que leurs conditions de vie se sont améliorées dans un pays qui les taxe peu. La crise de 1987 découle de la conjoncture économique, moins favorable, du milieu des années 1980, conjoncture qui annonce des lendemains plus difficiles. Un conflit éclate alors entre factions de l'élite au pouvoir, au sein même de la direction de l'UMNO pour l'accès à la rente et aux mécanismes de redistribution. L'équipe au pouvoir parvient à s'y maintenir malgré les luttes intestines.

- *La résilience de l'État rentier et ses institutions : les années 1988-1998*

Les années 1988 à 1998, sont aussi marquées par la continuité tant dans les objectifs des politiques publiques, que dans l'équipe au pouvoir, dans la structure de l'économie et la taxation ou dans l'appareil coercitif. Le gouvernement garde son économie ouverte et courtise activement le capital étranger pour soutenir la croissance. Malgré la politique de privatisation qui caractérise alors toute l'action gouvernementale, la grande compagnie de pétrole PETRONAS demeure propriété de l'État, tout comme la caisse de retraite, le EFP, et ces deux institutions continuent de contribuer de manière importante à la santé économique du pays.

L'édifice sera ébranlé en 1998 lorsque l'économie se contracte. Les arbitrages que doivent opérer les autorités publiques sont plus difficiles à réaliser parce que le gâteau à partager a

momentanément fondu. Une crise politique se greffe sur la crise économique tout comme on avait pu l'observer lors des précédentes crises. La rapidité, et l'efficacité, avec laquelle l'État maîtrise les aspects politiques et économiques de la crise confirment la grande résilience du système politique malaysien.

Les causes et les conséquences de la crise économique qui a frappé l'Asie en 1997 font encore l'objet de débats¹⁵. Mais ici ce ne sont pas les causes mais plutôt la résilience du système politique qui nous intéresse. Les institutions autoritaires et la capacité de dépenser ont encore une fois permis au gouvernement de Malaysia de traverser cette crise sans que ne soit modifié le système politique du pays¹⁶.

État rentier et gouvernance : les récurrences observées dans le cas malaysien

De ces trois périodes, on peut dégager des caractéristiques communes. D'abord les politiques fiscales, le gouvernement taxe peu les citoyens pour privilégier la taxation des activités liées au commerce international et particulièrement les ressources naturelles. Cette stratégie lui procure les sommes nécessaires pour jouer un rôle important dans l'économie.

Ensuite, les trois moments de crise ont en commun de survenir au moment où le pays traverse une conjoncture économique difficile, contraignant le pouvoir d'action de l'État rentier. Les divisions qui apparaissent alors au sein de l'UMNO portent essentiellement sur les politiques économiques à adopter pour juguler les problèmes économiques du pays. Profitant d'un affaiblissement momentané de l'UMNO, l'opposition se mobilise pour réclamer des changements en profondeur, sans succès.

La sortie de crise est similaire aussi dans les trois périodes historiques, à chaque fois elle a été maîtrisée rapidement par les lois autoritaires du pays et suivie par l'adoption de mesures économiques d'investissements publics. Au moment des crises le gouvernement a systématiquement utilisé la coercition et la force, jamais le compromis ou la négociation.

¹⁵ À ce sujet voir entre autres : Jomo 2002, Haggard. 2000.

¹⁶ Athukorala. 2003; Thalal. 2003; Banque Mondiale. 2000; Felker. 1999.

Entre les crises, l'État ne transforme pas ses institutions pour répondre à des demandes de l'opposition ou de la société civile, mais les renforce pour s'assurer de continuer à maîtriser le jeu politique et prévenir de futures menaces à son autorité. Pour sortir rapidement le pays de la zone de turbulence, le gouvernement procède aussi à des investissements importants pour retrouver le chemin de la croissance, sans hausser le niveau de la taxation de la population.

En guise de conclusion

La rente rend possible le développement d'institutions qui permettent au régime de surmonter les crises quand elles surviennent, en retour, ces institutions permettent de redistribuer la rente selon les politiques publiques définies et mises en oeuvre par le gouvernement. Les dispositions constitutionnelles, les lois autoritaires, le système électoral, le régime parlementaire, autant que les entreprises publiques, les plans de développement, les institutions financières publiques, et surtout la caisse de retraite, viennent supporter deux axes d'intervention de l'État : imposer sa volonté et ses lois, et livrer le développement socio-économique du pays.

Depuis l'indépendance tous les gouvernements ont fait le choix de développer le caractère rentier de l'économie. Le lien entre taxation et représentation ne peut donc se construire. L'État échappe au contrôle de la société parce que les autorités publiques, pour générer leurs revenus, s'appuient sur d'autres sources que les revenus de ses citoyens.

Si la rente permet de consolider les institutions du pays, elle aide aussi à mieux comprendre la démobilisation de segments entiers de la population. Certains citoyens revendiquent moins de participation ou de représentation politique. C'est le cas notamment de la classe d'affaire *bumiputra*, complètement dépendante de l'État, le cas aussi des citoyens dont les revenus sont très peu taxés et qui néanmoins bénéficient du développement du pays et des services publics, parmi lesquels l'éducation, l'emploi, les services de santé, l'accès à l'eau potable, à l'électricité, à un grand réseau routier, etc.

La résilience du pouvoir exécutif est liée à la redistribution de la rente qu'il arbitre. L'abondance des revenus explique les marges de manœuvre dont disposent les pouvoirs publics pour gérer le pays, équilibrer les finances publiques, administrer des politiques redistributrices généreuses, éviter l'endettement extérieur et les crises inflationnistes.

Cette réflexion ouvre une nouvelle piste de réflexion sur la Malaysia mais aussi sur l'État rentier pour démontrer la valeur heuristique du lien entre institutions politiques et rente qui permet de dépasser les théories qui lient : rente et instabilité; ou rente et problèmes économiques. Nous avons montré la valeur heuristique du concept d'État rentier lorsque défini non seulement en terme de pourcentage d'exportation de ressources naturelles, mais aussi en tenant compte de deux autres facteurs importants : la taxation de la population et l'importance des dépenses publiques.

Ce n'est pas la quantité de pétrole exportée qui permet d'expliquer les processus politiques mais les marges de manœuvre que la rente procure au gouvernement et ce qu'il peut en faire. L'emploi et l'articulation d'une nouvelle approche, celle de la dynamique de l'État rentier et de ses institutions, fait mieux comprendre la stabilité du système politique malaysien et plus généralement, comment la stabilité d'un régime peut se conjuguer avec son autoritarisme. Mis en face de phénomènes persistants de démocratie bloquée, nous disposons d'une interprétation qui rend mieux compte de la réalité et qui évite de postuler qu'il ne s'agit que d'une question de temps avant que l'histoire ne poursuive sa marche manifeste vers sa destinée démocratique.

Bibliographie exploratoire

- Acharya, Amitav. 1999. « Southeast Asia's Democratic Moment ». *Asian Survey* 39(3) : 418-832.
- Ake, Claude. 1975. « A Definition of Political Stability ». *Comparative Politics* 7(2) : 271-283.
- Amnistie Internationale. 1999. *Malaysia – Human Rights Undermined : Restrictive Laws in a Parliamentary Democracy*. Disponible à l'URL <http://www.amesty.org/library/print/ENGASA280061999>. Consulté en juillet 2005.
- Andeweg, Rudy B. 2000. « Consociational Democracy ». *Annual Review of Political Science*, 3 : 509-536.
- Athukorala, Prema-Chandra et Jayant Menon. 2003. « Export-led Industrialisation, Employment and Equity : The Malaysian Case. *Trade and Development* 95(5).
- Auty, Richard M. 1993. *Sustaining Development in the Mineral Economies : the Resource Curse Thesis*. Londres : Routledge.
- Badawi, Ahmad. 2001. Conférence d'ouverture à *The Annual General Assemblies of the UMNO Youth and Wanita Umno*. Juin. Kuala Lumpur.
- Banque mondiale. 1993. *The East Asian Miracle : Economic Growth and Public Policy*. New York : Oxford University Press.
- Beblawi, Hazem et Giacomo Luciani. 1987. *The Rentier State*. New York: Croom Helm.
- Bogaards, Matthijs. 2002. *Consociational Parties and Political Accommodation in Ethnoplural Societies*. ECPR Joint Sessions 2002. Turin.
- Brynen, Rex. 1992. « Economic Crisis and Post-Rentier Democratization in the Arab World: The Case of Jordan ». *Revue Canadienne de science politique* 25(1) : 69-97.
- Camau, Michel et Vincent Geisser. 2003. *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Carothers, Thomas. 2002. « The End of the Transition Paradigm ». *Journal of Democracy* 13(1).
- Carruthers, Susan L. 1995. *Winning Hearts and Minds : British Government, the Media and Colonial Counter-Insurgency 1944-1960*. Londres : Leicester University Press.
- Case, William. 2002. *Politics in Southeast Asia. Democracy or Less*. Richmond: Curzon Press.
- Case, William. 2001. « Malaysia's Resilient Pseudodemocracy ». *Journal of Democracy* 12(1) : 43-57.
- Case, William. 1993. « Semi-Democracy in Malaysia. Withstanding the Pressure for Regime Change ». *Pacific Affairs* 66(2) : 183-205.
- Collier, David et Robert Adcock. 1999. « Democracy and Dichotomies : A Pragmatic Approach to Choices about Concepts ». *Annual Review of Political Science* 2 : 537-565.
- Collier, David et Steven Levitsky. 1997. « Democracy With Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research ». *World Politic* 49(3) : 430-451.

- Cramer, Christopher et Jonathan Goodhand. 2003. « Try Again, Fail Again, Fail Better? War, the State and the « Past-Conflict » Challenge in Afghanistan » dans *State Failure, Collapse and Reconstruction*. Milliken, Alexander. Cambridge : Blackwell.
- Crouch, Harold. 1996. *Government and Society in Malaysia*. Ithaca: Cornell University Press.
- Dahl, Robert. 1971. *Polyarchy : Participation and Opposition*. New Haven : Yale University Press.
- Fan, Shenggen et Neetha Rao. 2003. « Public Spending in Developing Countries : Trends, Determination and Impact ». *EPTD Discussion Paper No. 99*. Washington : International Food Policy Research Institute.
- Felker, Greg. 1999. « Malaysia in 1998 : A Cornered Tiger Bares Its Claws ». *Asian Survey* 39(1) : 43-54.
- Haggard, Stephan. 2000. *The Political Economy of the Asian Financial Crisis*. Washington : Institute for International Economics
- Hawkins, Darren. 2001. « Democratization Theory and Nontransitions - Insights from Cuba ». *Comparative Politics*, 33(4) : 441-461.
- Hewison, Kevin, Richard Robinson, et Gary Rodan. 1993. *Southeast Asia in the 1990's : Authoritarianism, Democracy and Capitalism*. St Leonards, New South Wales : Allen & Unwin.
- Huntington, Samuel P. 1968. *Political Order in Changing Societies*. New Heaven : Yale University Press.
- Jomo, K.S. 2004. « The New Economic Policy and Interethnic Relations in Malaysia ». *Identities, Conflict and Cohesion Programme Paper Number 7*. Genève : United Nations Research Institute for Social Development.
- Jomo, K.S. et Wen Chong Hui. 2003. « The Political Economy of Petroleum Revenue Under Malaysia Federalism ». Article présenté à *Human Rights and Oil in Southeast Asia and Africa*. 31 janvier. Berkeley: University of California.
- Jomo, K. S. 2002. *Paper Tigers in Southeast Asia? Behind Miracle and Debacle*. Londres : Routledge.
- Kahn, Joel S et Francis Loh Kok Wah. 1992. *Fragmented Vision : Culture and Politics in Contemporary Malaysia*. Sydney : Allen and Unwin.
- Karl, Terry Lynn. 1997. *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*. Berkeley : University of California Press.
- Lam, Ricky et Leonard Wantchekon. 2002. « Political Dutch Disease » New York University. Disponible à l'url : www.nyu.edu/gsas/dept/politics/faculty/wantchekon/research/dutch.pdf. Consulté en septembre 2005.
- Lijphart, Arend. 1997. *Democracy in Plural Societies : A Comparative Explanation*. New Haven : Yale University Press.
- Lijphart, Arend. 1969. « Consociational Democracy ». *World Politics* 21 : 207-225.
- Lubeck, Paul M. et D. Palmer. 1990. « Ethnic Divisions and State Centered Development : Malaysia and Nigeria Compared » dans *Semi-peripheral States in the World-Economy*. W G. Martin (dir). Westport : Greenwood Press.

- Linz, Juan J et Alfred Stepan. 1996. *Problems and Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*. Londres : John Hopkins University Press.
- Mahubani, Kishore. 1998. *Can Asians Think?* Singapour : Times Editions.
- Mahubani, Kishore. 1995. « The Pacific Way ». *Foreign Affairs* 74(1) : 100-112.
- Malaysia. 2001. *Eighth Malaysia Plan 2001-2005*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1998. *External Trade Statistics 1980-1998*. Department of Statistics. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1996. *Seventh Malaysia Plan 1996-2000*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1991. *Sixth Malaysia Plan 1991-1995*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1986. *Fifth Malaysia Plan 1986-1990*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1981. *Fourth Malaysia Plan 1981-1985*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1979. *Mid-Term Review of the Third Malaysia Plan 1976-1980*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1976. *Third Malaysia Plan 1976-1980*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1973. *Mid-Term Review of the Second Malaysia Plan 1971-1975*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1971. *Second Malaysia Plan 1971-1975*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1969. *The May 13th Tragedy : A Report. By the National Operations Council*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Means, Gordon. 1998. « Soft Authoritarianism in Malaysia and Singapore » dans *Democracy in East Asia*, Diamond, Larry et Marc F. Plattner (dirs). Baltimore : John Hopkins University Press.
- Mehmet, Ozay. 1986. *Development in Malaysia, Poverty, Wealth and Trusteeship*. Beckenham : Croom Helm Ltd.
- Milne, R S et Diane K Mauzy. 1978. *Politics and Government in Malaysia*. Singapour : ISEAS.
- Milne R.S. et K.J. Ratnam. 1970. « The 1969 Parliamentary Election in West Malaysia ». *Pacific Affairs* 43(2) : 203-226.
- Milner, Anthony. 1991. « Inventing Politics : The Case of Malaysia ». *Past and Present* (132) : 104-129.
- Nair, Sheila. 2005. « The State of Malaysian Studies ». *Critical Asian Studies* 37(1) : 161.175.
- O'Donnell, Guillermo, Philippe C Schmitter et Laurence Whitehead (dirs). 1986. *Transitions from Authoritarian Rule*. 4 vols. Londres John Hopkins University Press.
- Okruhlik, Gwenn. 1999. « Rentier Wealth, Unruly Law, and the Rise of Opposition ». *Comparative Politics* 31(3) : 295-315.

- Picard, Elisabeth. 1997. « Le communautarisme politique et la question de la démocratie au Liban ». *Revue Internationale de Politique Comparée* (4) : 639-656.
- Przeworski, Adam. 1991. *Democracy and the Market : Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Puthucheary. 1960. *Ownership and Control in the Malayan Economy*. Singapour : Eastern University Press.
- Rais Yatim. 1995. *Freedom Under Executive Power in Malaysia. A Study of Executive Supremacy*. Kuala Lumpur : Endowment SDN. BHD.
- Rodan, Garry. 2004. *Transparency and Authoritarian Rule in Southeast Asia, Singapore and Malaysia*. Londres : Routledge Curzon.
- Ross, Garmaut et Ross McLeod. 1999. *East Asia in Crisis*. Londres : Routledge.
- Ross, Michael L. 2004. « Does Taxation Leads to Representation ». *British Journal of Political Science*, 34(2) : 229-240.
- Sachs, Jeffrey D. et Andrew M. Warner. 2001. « The Curse of Natural Resources ». *European Economic Review* no. 45 : 827-838.
- Sanders, David. 1981. *Patterns of Political Instability*. New York : St Martin's Press.
- Shamsul, A. B. 2005. « The Construction and Management of Pluralism : Sharing the Malaysian Experience ». *ICIP Journal* 2(1) : 1-3.
- Shamsul, A. B. 1997. « The Economic Dimension of Malay Nationalism – The Socio-Historical Roots of the New Economic Policy and Its Contemporary Implications ». *The Developing Economies* 25(3) : 240-261.
- Sloane, Patricia. 1998. *Islam, Modernity and Entrepreneurship Among the Malays*. Londres : Macmillan.
- Smith, Benjamin. 2004. « Oil Wealth and Regime Survival in the Developing World, 1960-1999 ». *American Journal of Political Science*, 48(2) : 232-246.
- Smith, Benjamin. 2002. *Oil Wealth and Regime Survival in the Developing World, 1960-1999*. Cambridge : Weatherhead Center for International Affairs Harvard University.
- Stevens, Paul. 2003. « Resource Impact – Curse or Blessing? A Literature Survey ». Document de travail, *Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy*. Dundee : University of Dundee.
- Thalal Bin Zakaria. 2003. « Malaysia ». *International Comparisons of Taxation in Developing Countries. 1998-2003*. KEIO University International Center. Disponible à l'URL http://www.ic.keio.ac.jp/jjwbgsp/pdf/2004/2003_2Malaysia.pdf. Consulté en mai 2005.
- Thillainathan, R. 2004. *Malaysia : Pension & Financial Market Reforms and Key Issues on Governance*. Document de travail. Malaysian Economic Association.
- Thomas, Tommy. 2001. « Human Rights in the 21st Century, Malaysia ». *The Journal of the Malaysian Bar*. 30(2) : 91-106.
- Tilly, Charles. 1990. *Coercion, Capital and European States AD 990-1990*. Cambridge : Blackwell.

- Tilly, Charles. 1985. « War Making and State Making as Organized Crime » : dans *Bringing the State Back in* : Evans, Peter, Theda Skocpol et Dietrich Rueschemeyer. Cambridge : Cambridge University Press.
- U.S. Department of State. 1966. « Memorandum From Secretary of State Rusk to President Johnson ». Document no. 274. 15 octobre. *Foreign Relations 1964-1968, Vol. 26, Indonesia; Malaysia-Singapore : Philippines*. www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xxvi/4431.htm. Consulté en ligne février 2005.
- Von Vorys, Karl. 1975. *Democracy Without Consensus, the Politics of Communalism in Malaysia*. Princeton : Princeton University Press.
- Wade, Robert. 1998. « From « Miracle » to « Cronyism » : Explaining the Great Asian Slump ». *Cambridge Journal of Economics* 22 : 693-706.
- Wantchekon, Leonard. 1999. *Why do Resource Dependent Countries Have Authoritarian Governments?* *Leitner Working Paper*. New Heaven, CT : Yale Center for International and Area Studies.
- Weiss, Meredith L. et Saliha Hassan. 2003. *Social Movements in Malaysia : From Moral Communities to NGOs*. Londres : RoutledgeCurzon.
- Weiss, Meredith L. 2000. « The 1999 Malaysian General Elections : Issues, Insults, and, Irregularities ». *Asian Survey* 40(3) : 413-435.
- Wells, R.J.G. 1982. «Petroleum : Malaysia's new engine of growth? » *The World Today*. July-August.
- Welsh, Bridget. 2005. « Malaysia in 2004. Out of Mahathir's Shadow? ». *Asian Survey* 45(1) : 153-160.